

*Les subsides*

concurrence de nouveaux produits forestiers, surtout en provenance du sud des États-Unis, sur des marchés qui nous étaient traditionnellement réservés. Les industriels du Sud détenaient un très grand avantage sur nous puisqu'ils payaient leur main-d'œuvre moins cher, que leur prix de revient était meilleur et qu'ils pouvaient compter sur des forêts qui se régénèrent plus rapidement que les nôtres. Toujours au cours des années 1970, des études ont démontré que nos ressources forestières exploitables n'étaient peut-être pas aussi abondantes qu'on le croyait. Faute de prévoyance, on n'a pas assez protégé nos forêts et mal exploité certaines essences. Et à cause de mauvaises techniques d'exploitation et de méthodes sylvicoles rudimentaires, du bois utilisable a été gaspillé et on n'a pas suffisamment reboisé pour compenser l'abattage.

Dans l'est du Canada, ces problèmes étaient encore plus graves puisqu'on a utilisé un matériel désuet, coûteux sur le plan énergétique et qui commandait une forte concentration de main-d'œuvre. Et à cause des faibles bénéfices qu'ils réalisaient, du manque de ressources énergétiques et des coûts élevés de la production, les producteurs n'étaient guère enclins à se moderniser. Ainsi, vers le milieu des années 1970, les investissements dans ce domaine se faisaient cruellement attendre. Les producteurs étaient aux prises avec des coûts énergétiques à la hausse, des règlements plus contraignants en matière de contrôle de la pollution et des machines à la veille d'être mises au rancart. Il sautait aux yeux que les pouvoirs publics devaient intervenir et cela est encore plus évident maintenant.

Dans son rapport de mars 1983, le Conseil des sciences du Canada a rappelé que nos forêts étaient essentielles à notre bien-être social et économique et pourtant nous les avons laissées se dégénérer à un point critique. Nous avons abattu, vendu et expédié tant de bois depuis si longtemps, qu'aujourd'hui une industrie qui représente 23 milliards de dollars frise la stagnation.

Les commentaires et le rapport du Conseil arrivaient à temps. Des citoyens, des politiques de toute allégeance et des porte-parole de cette industrie ne cessaient d'avertir le gouvernement, depuis des années, que nous finirions par détruire nos ressources forestières si nous les exploitons sans aucun discernement. Aujourd'hui, en dépit d'une meilleure utilisation de la forêt et des scieries et en dépit des efforts de reboisement, les signes précurseurs de catastrophes sont de plus en plus nombreux. Selon moi, le véritable problème tient au fait qu'aucune des forêts aux alentours des zones urbaines n'a de valeur marchande.

• (1620)

Pourquoi nos forêts disparaissent-elles? C'est d'abord et avant tout à cause des coupes sombres que nous y effectuons. Chaque année, nous sabrons dans 2.6 millions d'acres de forêt. Nous ne replantons pas convenablement au moins le tiers de cette superficie. Chaque année nous ajoutons 400,000 acres à l'inventaire du Conseil national de recherche scientifique. A l'heure actuelle, 12 p. 100 environ de nos forêts figurent dans cet inventaire. Si nous disposions encore de ces forêts, nous pourrions continuer nos coupes exclusivement sur ces terres pendant une trentaine d'années.

Les forêts doivent également subir les assauts des insectes et des maladies. Au plus fort de l'épidémie, la tordeuse des bourgeons de l'épinette avait ravagé plus de 150 millions d'acres de

terres forestières, soit l'équivalent des deux tiers de la superficie de l'Ontario. Chaque année, les insectes nous font perdre un milliard de dollars en exportations. Nous devrions pouvoir y faire quelque chose. Les incendies de forêt causent également d'énormes pertes. Ces dernières années, nous avons perdu à cause des incendies de forêt six fois plus de bois que nous n'en avons récolté. Les pluies acides constituent une menace de plus en plus grave du fait qu'elles mettent en péril la croissance de nos forêts. A ce propos, les Européens commencent à se rendre de plus en plus compte de cette menace. A tous ces agents de destruction, nous devons ajouter les forêts que nous repoussons pour aménager des parcs, des réserves, des routes, des lignes de transmission électrique, des lotissements urbains et des terres à cultiver. Enfin, une meilleure coordination entre les associations forestières et les ministères du gouvernement serait utile à cet égard.

Dans ces conditions, que faire? Ce matin, le ministre de l'Environnement (M. Caccia) a parlé de ce que le gouvernement a fait et continue de faire, avec force louanges. Sans vouloir me montrer irrespectueux, je félicite le ministre. Cependant, je trouve que le gouvernement ne fait pas assez. Ce n'est là qu'un début. Comme le ministre l'a dit, bien des choses importantes restent à faire. Il faudrait favoriser la recherche et le développement dans le domaine de la protection et accroître les crédits dont dispose le Service canadien des forêts. A cette liste, l'opposition officielle aimerait ajouter quelques autres sujets de préoccupation qu'il pourra soumettre à ses collègues lorsqu'il leur demandera des fonds supplémentaires.

Le ministre devrait accorder aux forêts l'importance qu'elles méritent en créant un ministère fédéral distinct pour s'en occuper; il devrait éliminer les zones où les compétences fédérale et provinciale se chevauchent et, toutes les fois que la chose est souhaitable, il devrait constituer des zones de compétence communes. De concert avec les provinces, il devrait favoriser la gestion et la protection des forêts de façon à en accroître le rendement d'au moins 50 p. 100 d'ici à l'an 2000.

Le ministre devrait accepter de partager une partie des frais relatifs aux forêts, proportionnellement aux avantages qu'il en retire, en basant l'aide fédérale sur la moyenne quinquennale des revenus qu'il en retire. Par le biais de stimulants fiscaux, il devrait encourager les entreprises à mieux gérer la forêt, à reboiser et à entreprendre des recherches et enfin, il devrait administrer plus efficacement les vastes terres domaniales.

C'est par coïncidence peut-être que l'éditorial principal du *Star* de dimanche dernier s'intitulait: «Nos forêts menacées». Je vous lis cet éditorial:

La forêt est le principal secteur d'activité au Canada. Sur sept produits que nous fabriquons, un vient de la forêt. Et directement ou indirectement, ce secteur est comptable d'environ un million d'emplois.

Ce serait une véritable catastrophe si à cause du gaspillage, de la mauvaise gestion ou de la négligence, nous étions privés d'une telle richesse. Or elle semble le dernier de nos soucis.

Car nos forêts sont menacées. Comme Patricia Orwen le signalait dernièrement dans le *Star* du samedi, de grandes étendues de notre territoire recouvertes jadis d'une végétation luxuriante sont maintenant stériles. Les terres boisées du Canada s'amenuisent pendant que le public estime que nos forêts sont inépuisables et que le gouvernement et les entreprises privées veillent à la protection de cette richesse.

Le public est dans l'erreur. Car les quantités récoltées sont supérieures à celles qui se régénèrent.

Selon le Conseil des sciences du Canada, un huitième de la forêt productive du Canada est devenu stérile et le restera encore pendant 60 à 80 ans. En 1981, un document de travail fédéral affirmait qu'à moins d'adopter des méthodes de